

*L'Adresse—M. Maltais*

De plus, lorsque la compagnie Iron Ore signalait des mesures généreuses aux travailleurs, il est vrai, monsieur le Président, qu'il y a eu des mesures généreuses, mais la moitié de ces dernières étaient payées par le gouvernement fédéral, le gouvernement canadien. D'autres mesures ont été payées, savoir le quart, par la province de Québec, et l'autre partie, par la compagnie Iron Ore. Je signalerai qu'au sujet de ces mesures-là, le député de Manicouagan a négocié constamment avec le président de la compagnie Iron Ore.

J'ai en main toutes sortes de documents que je pourrais citer avec les dates, où le président lui-même signale au cours de sa conférence de presse du mois de février, avant d'aller au congrès du parti progressiste conservateur, à Winnipeg, que s'il avait attendu jusqu'à ce moment-là pour donner sa conférence de presse, c'était parce qu'il attendait le télégramme du député de Manicouagan lui confirmant les derniers détails concernant les mesures qui seraient offertes aux travailleurs.

Monsieur le Président, le gouvernement a tellement été impliqué dans ce dossier-là ainsi que le député de Manicouagan, que j'ai même été un petit peu cavalièrement traité par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui trouvait que j'allais trop vite. Il est rare qu'on dit qu'un gouvernement va trop vite. Mais j'aimerais signaler, monsieur le Président, que c'est le 2 novembre que le président de la compagnie est venu annoncer la fermeture de Schefferville pour le 30 juin, et que c'est seulement au mois de février qu'on a réussi à assembler toutes les mesures relatives aux travailleurs. Durant les mois de novembre, de décembre, de janvier et de février, les gens étaient dans la plus complète ignorance au sujet de leur avenir. Il faut venir de ces endroits-là, monsieur le Président, pour savoir ce que cela représente.

Alors lorsqu'on vient signaler que le gouvernement actuel n'a pas effectué son travail, cela revient à ce que je disais tantôt, savoir on peut dire n'importe quoi dans cette enceinte, mais je mettrais au défi le chef de l'opposition, et j'aurais aimé qu'il soit là, car je l'avais invité, étant donné que c'est à lui que je voulais m'adresser pour lui signaler que, dans Manicouagan, si les gens de Sept-Îles et de Schefferville ont réussi à avoir un départ honorable et libre, c'est grâce aux mesures gouvernementales alliées à celles de la compagnie. Il est important de le signaler. Le mérite que j'attribue au chef de l'opposition officielle est celui de la stratégie et des demi-vérités. Je n'accepterai jamais, monsieur le Président, que le chef de l'opposition officielle traite le gouvernement actuel comme ayant été inconscient. Cela est tellement vrai que, au cours d'une conférence de presse le 16 mars 1982, le chef de l'opposition, alors président de la compagnie Iron Ore, assistait à une conférence de presse donnée par l'honorable Charles Lapointe ainsi que par moi-même, concernant les mesures qui seraient accordées à la compagnie et aux travailleurs. Et, à ce moment-là le président de la Iron Ore disait, et je peux le citer de mémoire, puisque je connais par cœur ce que le président a pu dire chez nous: Il s'agit là d'un des plus beaux programmes gouvernementaux qui aidera notre compagnie et les travailleurs à passer à travers la crise. Il l'a dit chez nous. J'aimerais qu'il le répète parce qu'il est facile d'aller de Vancouver à Halifax et de dire à peu

près n'importe quoi, ou tout au moins de dire cela en demi-vérité, monsieur le Président.

Vous savez, quand j'écoute mon ami le chef de l'opposition, et qu'il me signale qu'il dit à la face des Canadiens: Vous savez, j'ai été à Baie-Comeau, je conduisais un camion. Mon père avait deux emplois pour «joindre les deux bouts». Je dirai qu'à Sept-Îles et à Schefferville, il y a beaucoup de gens qui aimeraient encore dire: Mon père conduit un camion. Parce qu'il n'y en a plus de camion à conduire à Sept-Îles et à Schefferville. Et quand j'entends aussi le chef de l'opposition dire que son père avait deux emplois pour «joindre les deux bouts», je dirai que chez nous, 30 p. 100 des gens n'ont même pas un emploi.

Alors on peut faire beaucoup de pathos de cette manière-là. On peut dire un tas de choses pour essayer d'émouvoir la population. Mais si on dit que le passé est garant de l'avenir, je vais citer le chef de l'opposition qui disait à Québec: «*Watchez-vous*», les Canadiens, «*watchez-vous*» parce que le président de la compagnie, ceux qu'il a sauvés, ce sont ses actionnaires. Et ce que le député a tenté de faire avec son gouvernement, c'est de sauver les travailleurs et les citoyens. C'est cela la différence entre être président de compagnie et être homme public et s'occuper des affaires des citoyens. C'est important de savoir ces distinctions-là. Et n'eurent été les programmes gouvernementaux, je ne sais pas ce qui serait arrivé sur la Côte-Nord. Même la compagnie Iron Ore était contre le projet de Pointe-Noire chez nous, qui demandait des investissements de 46 millions de dollars. Et c'est avec Pointe-Noire que nous allons avoir notre clé économique de développement. Nous avons toujours été heureux des diverses compagnies privées qui ont pu venir travailler chez nous pour autant qu'elles réinvestissent chez nous, qu'elles respectent le contrat social et la langue des gens du Québec. Ce sont les trois conditions que nous exigeons pour un développement avec l'entreprise privée sur la Côte-Nord. Mais quand j'entends le chef de l'opposition dire que FIRA n'est pas important, quand la compagnie a décidé de fermer, elle n'a pas demandé l'avis des travailleurs. Et samedi dernier, j'étais avec les métallos, et ils m'ont dit: Monsieur Maltais, on réalise l'importance maintenant que les gouvernements surveillent les compagnies, parce que lorsque vous êtes avec l'entreprise privée, on n'a jamais besoin du gouvernement lorsque les choses vont bien, parce qu'on empoche les profits et les dividendes. Mais lorsque cela va mal, on court voir les ministres et les députés pour avoir de l'argent public, pour s'occuper des problèmes causés par des décisions prises dans d'autres régions, étant donné les décisions de fermer la mine et de fermer la seule mine que la compagnie Iron Ore avait au Québec. Elle n'a pas fermé sa mine de Labrador City, de Wabush. Elle a fermé sa mine qui est au Québec. Cela a été décidé par qui, monsieur le Président? Par le conseil d'administration de Cleveland? Par le président de la compagnie lui-même? Je ne sais pas! Il pourra répondre à la Chambre s'il le veut là-dessus. Mais une chose qui est surprenante, ce poste de président d'une compagnie qui est si important n'a jamais été remplacé après la démission du président de l'époque, le chef de l'opposition actuel. Jamais!